

# Veiller à un approvisionnement éthique

Table ronde #5 de l'ICAGM/SCT  
Le 7 février 2024



Services publics et  
Approvisionnement Canada

Public Services and  
Procurement Canada

Canada 

# Objectifs

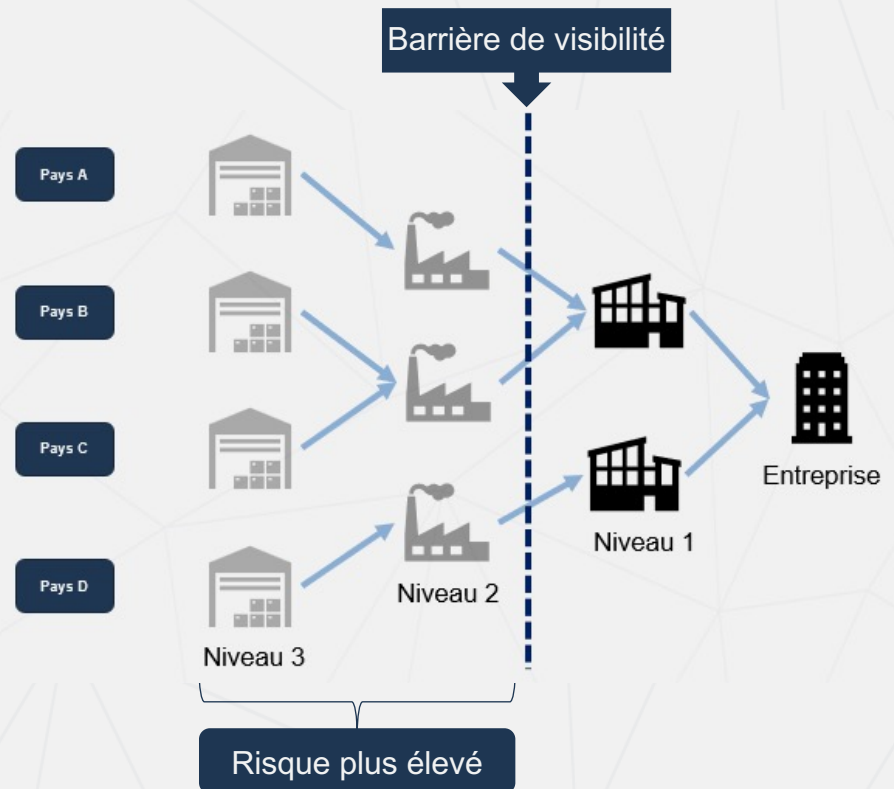
- ◆ Partager les résultats de l'analyse des risques de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) effectuée en 2021 afin d'examiner les défis et les opportunités pour identifier les secteurs et les produits à haut risque
- ◆ Donner un aperçu des initiatives de SPAC visant à protéger les chaînes d'approvisionnement fédérales des risques de traite des personnes et de travail forcé

# Risques pour l'approvisionnement fédéral

- Le gouvernement du Canada est actuellement à risque d'acheter, sans le savoir, des biens produits avec du travail forcé
- Dans un récent rapport, Vision Mondiale Canada estime à 43 milliards de dollars la valeur des marchandises à risque qui ont été importées au Canada en 2021 (7,5% de toutes les importations)
- En tant qu'organe central d'approvisionnement pour le gouvernement du Canada, SPAC gère l'achat de biens et de services d'une valeur annuelle d'environ 24 milliards de dollars
- SPAC a la responsabilité de se procurer des biens et des services provenant de sources éthiques

# Défis liés à la détermination des risques

- Souvent associés au début de la chaîne d'approvisionnement
- Nombreux biens et matériaux en jeu, relations à court terme avec les fournisseurs, sous-traitance informelle
- Disponibilité des données ou des ressources nécessaires pour que les fournisseurs puissent cartographier et surveiller leurs chaînes d'approvisionnement au complet



# Engagements de SPAC face aux risques

- La Stratégie nationale de lutte contre la traite des personnes (2019-2024) indique que SPAC :
  - Définira les attentes en matière de droits de la personne et du travail pour les fournisseurs
  - Travaillera avec les fournisseurs pour élaborer et mettre en œuvre des outils pour aider à assurer la conformité dans leurs chaînes d'approvisionnement
  - Examinera les approches à long terme pour lutter contre la traite des personnes et l'exploitation de la main d'œuvre dans les chaînes d'approvisionnement fédérales
- La lettre de mandat du ministre de SPAC comprend les engagements suivants :
  - Obliger les fournisseurs de biens et services à appliquer dans toutes leurs chaînes d'approvisionnement les normes les plus élevées en matière d'éthique et de durabilité
  - Aider le ministre du Travail à déposer un projet de loi pour éliminer le travail forcé des chaînes d'approvisionnement canadiennes et faire en sorte que les entreprises canadiennes qui mènent des activités à l'étranger ne contribuent pas à des violations des droits de la personne

# Risques dans les chaînes d'approvisionnement de SPAC

- ◆ Une analyse du risque de traite des personnes, de travail forcé et de travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement de SPAC a été réalisée en 2021
- ◆ Identification des biens les plus « à risque » (voir [l'annexe A](#))
- ◆ En 2021-2022, les biens à risque représentaient 7 % (1,4 milliard de dollars) des contrats de biens attribués
- ◆ La plupart des fournisseurs des catégories à risque n'ont pas de politiques ou de procédures adéquates pour faire face aux risques
- ◆ SPAC fait le suivi des recommandations visant à élaborer une politique d'approvisionnement éthique et un cadre de diligence raisonnable en matière de droits de la personne

# Gérer les risques : Progrès à ce jour

- Les objectifs en matière d'approvisionnement éthique ont déjà été intégrés et formalisés dans les pratiques de SPAC
  - Code de conduite pour l'approvisionnement mis à jour
  - Clauses contre le travail forcé dans les contrats de biens, les offres à commandes et les arrangements en matière d'approvisionnement
- Les recommandations de l'analyse des risques ont été mises en œuvre, notamment :
  - Cartographie des obligations internationales en matière de diligence raisonnable pour les entreprises (2023)
  - Séances de mobilisation de l'industrie (janvier-février 2023)
  - Matériel de sensibilisation pour les secteurs les plus à risque (2024)
  - Projet-pilote en partenariat avec SPC : les risques dans les chaînes d'approvisionnement du matériel électronique (2024)

# En cours : Politique d'approvisionnement éthique

- Ébauche en cours de consultation; mise en œuvre prévue au cours de l'exercice 2024-25
- Décrit les objectifs et les résultats ministériels relatifs à l'approvisionnement éthique
- Établit les pouvoirs et signale l'intention d'élaborer des activités, des initiatives et des cadres d'approvisionnement éthiques, y compris un cadre de diligence raisonnable en matière de droits de la personne pour les fournisseurs
- Établit les fondements pour l'utilisation de l'information, les exigences en matière de données des fournisseurs et l'adoption de barèmes aux fins de l'administration de la politique
- Fournit un aperçu des lois, politiques et principes directeurs internationaux pertinents
- S'oriente vers l'adoption d'approches stratégiques à long terme pour protéger les chaînes d'approvisionnement fédérales



# La voie de l'avenir : diligence raisonnable

- Cartographie des obligations internationales en matière de diligence raisonnable pour les entreprises complétée
- Recherche supplémentaire en cours pour élaborer et décrire des options de diligence raisonnable, à compléter avant la fin de l'exercice 2023-24
- Cadre de diligence raisonnable à élaborer, conformément aux pouvoirs établis par la Politique d'approvisionnement éthique et rationalisé avec une approche pangouvernementale
- SPAC continuera de mobiliser les principaux intervenants alors que nous priorisons la diligence raisonnable et l'atténuation des risques pour protéger les droits de la personne dans les chaînes d'approvisionnement fédérales

# Annexe A – Résultats de l'évaluation des risques

Approvisionnements présentant le risque le plus élevé de traite des personnes, de travail forcé et de travail des enfants, y compris la contribution de chaque approvisionnement à la valeur totale de tous les contrats :

Description du code	Classement du risque	% de la valeur totale
Cordes, câbles, chaînes et agencements	1	0,048
Éléments de construction préfabriqués et d'échafaudages	2	1,897
Fournitures et appareils de bureau	3	0,013
Lampes et accessoires d'éclairage	4	0,056
Textiles, cuir, fourrure, fourniture de vêtements et de souliers, tentes et drapeaux	5	0,436
Matériel de plaisance et d'athlétisme	6	0,013
Vêtements, équipement individuel et insignes	7	4,763
Systèmes d'alarme, de signal de détection et de sécurité	8	0,225
Composants d'équipement électrique et électronique	9	0,746
Matériel de service et de commerce	10	0,007
Navires, embarcations légères, pontons et quais flottants	16	11,19
Munitions et explosifs	18	8,277
Instruments et équipement de laboratoire	21	3,067

*Note: L'équipement de protection individuelle (EPI) n'a pas été inclus dans la portée de l'évaluation des risques, car l'EPI n'est pas un produit habituellement acheté par SPAC*

**Questions au sujet de la politique?  
Communiquez avec :**

**tpsgc.paAchatseEthiques-  
apEthicalProcurement.pwgsc  
@tpsgc-pwgsc.gc.ca**